



Fil d'info enseignement supérieur du 07-01-2020

STAPS-SUAPS-GE- INSPE

Tous ensemble dans l'action le jeudi 9 et le samedi 11 janvier 2020 !

Cher.e collègue, tout d'abord nous vous souhaitons au nom du SNEP-FSU une très bonne année pour vous et vos proches. Faisons le vœu qu'elle porte le développement de l'EPS, du sport scolaire, de l'école, de l'enseignement supérieur, du sport, des services publics et le progrès social. Nous ferons dans un autre fil d'info et bulletin à venir le point sur la situation de l'ESRI et des problématiques des INSEPE, SUAPS-GE et STAPS entre autres. Mais pour cette rentrée l'urgence et la priorité de l'action syndicale portent sur l'analyse de la situation en ce début janvier 2020 et la lutte sur :

1/ La Réforme des retraites : une supercherie démasquée

Tout le monde a compris la nocivité (baisse des pensions) et l'escroquerie à plein de niveaux de cette réforme systémique « à point » qui casserait de façon dynamique, si elle se mettait en place, le principe de solidarité intergénérationnel (ajoutons la fameuse clause inique dite « du grand père »), interprofessionnel et le système par répartition qui sera réduit progressivement au profit de la montée de plans épargnes retraites facultatifs voire obligatoires d'assurances privées (bref de la capitalisation...) pour ceux bien sur qui pourront se les financer...

Cette dernière réforme viendrait parachever les politiques néolibérales entamées depuis de nombreuses années visant à détruire l'état social (issu du contrat social du CNR) avec ses services publics et ses agents fonctionnaires. Ceci au nom du dogme de la baisse de la dépense public (DP) dont les dépenses sociales font partie (ou de redistribution !). Cette réforme est un outil de plus pour faire baisser cette DP et ne vise aucunement à sauver le système des retraites mais à transformer la république sociale en un état néolibéral. Le ministre de l'Economie se félicitait lors du budget 2020 d'avoir depuis 2017, « évité plus de 40 Mds de dépenses publiques ». La dégradation de l'Etat social et des services publics en sont une conséquence directe.

2/ Un gouvernement, sourd au rejet massif dans la population, aveuglé par sa feuille de route idéologique néolibérale.

Ce gouvernement ballade tout le monde et joue le pourrissement, ce qui est très grave et dangereux pour la cohésion du pays. Comment ne pas voir son mépris en prenant ses vacances, en laissant les salariés en grèves reconductibles perdre leurs salaires et annoncer que les discussions ne reprendront que le 7/01 alors qu'elles auraient dû reprendre dès le 23/12 ?

Par ailleurs dans l'EN et au MESR, le gouvernement annonce (relayé complaisamment pour argent comptant par les médias) qu'il va compenser les baisses de pensions par une revalorisation de 10 Milliards jusqu'en 2037 (sur 17 ans !!!) pour les enseignant.es nées après 1975, confirmant bien au passage que la baisse des pensions est prévue. Ajoutons que Blanquer demande en contrepartie de cette fumeuse revalo de nouvelles conditions de travail et de services (individualisation)... C'est un marché de dupes qui est inacceptable.

Ce gouvernement nous oblige « à nous mettre debout » pour lutter et construire un rapport de force qui obligera celui-ci à reculer et à ouvrir de vraies négociations :

- pour l'amélioration du système actuel des retraites dégradés volontairement par ces mêmes politiques depuis 1993, pour la revalorisation des salaires (égalité salariale par exemple homme et femme, dégel du point d'indice amenant plus de cotisations...),
- pour la création d'emplois dont public (donc plus de cotisations,...)
- pour l'amélioration des conditions de travail incluant la pénibilité et la remise en cause des réformes dont celles dans l'ESR.

A noter que dans le cadre du **projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche, ce gouvernement** veut revoir le statut et conditions de travail des EC et supprimer le statut des maitres de conf. A n'en pas douter d'autres dégradations sont en préparation pour les statuts de second de degré. **Il faut maintenant dire stop à ces politiques.**

3/ Alors poursuivre pour massifier et intensifier la lutte !

Deux nouveaux temps forts a minima le jeudi 9 janvier et samedi 11 janvier à l'appel de l'interprofessionnelle (CGC, CGT, FSU, FO, Solidaires, UNL, UNEF) sont posés et pour amplifier les luttes des secteurs en grève reconductible depuis le 5/12 (SNCF, RATP, entre autres...) http://snepfsu.net/actualite/com2p/2020/20200103_Communique_unitaire_interprofessionnel.pdf

Il faut donc construire et faire une grève généralisée et des manifestations le 9/01 encore plus puissantes que les derniers temps forts du 5/12 et 17/12 dans l'EN et le MESR. Et cette mobilisation devra s'amplifier le samedi 11/01 par des manifestations dans tout le pays avec tous ceux et celles du secteur privé entre autres qui n'auront pas pu venir dans les luttes jusqu'à présent.

Donc des actions pour tous les citoyen.es refusant la casse des collectifs et des solidarités de toutes sortes et refusant la mise en œuvre d'un projet de société construit sur le comportement individualiste, calculateur, de mise en concurrence permanente et de privatisation / marchandisation à tout va... **C'est donc le 9 et le 11 a minima dans la lutte et non pas l'un ou l'autre !**

Des nouveaux secteurs tels que les raffineries, les dockers rentrent dans la lutte à partir du 7 /01. Nous appelons avec l'interprofessionnel à tenir des AG dès le lundi ou mardi 7/01 dans tous les établissements, universités et les services afin de générer une dynamique pour le 9/01 et le 11/01 entre autres.

Les suites de la lutte, sa mise en œuvre sont à discuter pour obliger ce gouvernement à reculer. La question du blocage économique, du fonctionnement de tous les services publics et des institutions par la grève reconductible entre autres doivent être mises au débat.

Pour conclure, si vous partagez l'analyse et la nécessité de rejeter cette réforme entre autres, chacun.e ne peut se reposer sur la lutte des autres et d'autres secteurs. **L'ESR, avec les enseignants d'EPS, ne peut être à coté de ce mouvement car d'une part nous serons tous impactés et d'autre part pour faire vivre le principe de solidarité.** Chacun .e doit apporter sa contribution. Dans une lutte on y perd financièrement à court terme mais pour gagner des choses pour l'avenir y compris pour les générations en cours de formations et à venir... Cette lutte est le symbole d'enjeux encore plus larges.

pascal.anger@snepfsu.net